

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Clermont-Ferrand, le 12/01/2026

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 12/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### ***EUROPAFI***

Boulevard du pont des Goules  
Longues  
63270 Vic-Le-Comte

Référence : 20260112-RAP-63-0021-EUROPAFI\_Inspection  
Code AIOT : 0005600465

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement EUROPAFI implanté Boulevard du pont des Goules Longues 63270 Vic-le-Comte. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### ***Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :***

- EUROPAFI
- Boulevard du pont des Goules Longues 63270 Vic-le-Comte
- Code AIOT : 0005600465
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

EUROPAFI est une papeterie fiduciaire, c'est une filiale de la Banque de France dont 5 autres banques centrales européennes participent au capital.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 04/08/2016 à produire 28 t/j de papier à usage fiduciaire.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Fluides frigos
- Équipement sous pression
- Fluides frigo/SAO/GESF

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les chaudières disposent d'un caisson insonorisant au niveau du brûleur.

Pour le suivi de la sécheresse, l'exploitant s'est enregistré sur le site Vigi'Eau. **Malheureusement, pour les eaux superficielles, compte tenu du prélèvement dans la rivière Allier, le site Vigi'Eau ne donne pas la bonne information.** Les zones hydrographiques pour le site sont la zone « 1. Axe Allier » pour le prélèvement dans l'Allier et la zone « A. Nappe de l'Allier » pour le prélèvement AEP, **les niveaux sécheresse de ces 2 zones sont identiques par construction.**

## 2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-5 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
11	Marque de contrôle	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

## 2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les modifications entraînant un changement notable devront faire l'objet d'un porter à connaissance.

Pour les équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés, l'exploitant doit s'assurer que tous les macarons soient mis en place, avec la bonne échéance, et que le n° de capacité soit identique sur la fiche d'intervention et sur le macaron.

## 2-5) Fiches de constats

**N° 1 : Schéma des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2016, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>lors de la visite d'inspection du 22/03/2024</li><li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>date d'échéance qui a été retenue : 05/07/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition</p>

<p>de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des corrections de réseau ont pu intervenir dans le cadre du projet Refondation (implantation de l'imprimerie de la Banque de France à côté de la papeterie).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Ce plan devra à nouveau être mis à jour une fois le projet Refondation en fonctionnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Porter à connaissance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2016, article 1.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation de 2015, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique un changement des chaudières d'ici 1 à 2 ans.  Les nouvelles chaudières seraient des chaudières hybrides électrique et gaz.  Cela nécessitera la modification de la déclaration au titre de la directive sur les installations de combustion moyenne (MCP) conformément à l'article R. 515-116 du Code de l'environnement.</p> <p>Le site doit passer en 5*8 sur la machine à papier (actuellement 4*8), cela permettra une augmentation de la production et un fonctionnement plus continu de la machine.</p> <p>Un projet de serre de stockage est également prévu.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Les modifications entraînant un changement notable devront faire l'objet d'un porter à connaissance.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/08/2016, article 3.2.4	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none"><li>des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;</li><li>pour les installations de combustion, la teneur en oxygène dans les effluents est de 3% en volume.</li></ul> a) pour les 2 chaudières principales d'alimentation en vapeur	
<b>Paramètres</b>	<b>VLE en mg/Nm3</b>
SO <sub>2</sub>	35
NOx	150
Poussières	5
CO	100
<b>Constats :</b>  Le rapport de mesure APAVE du 08/09/2025 montre le respect des valeurs limites d'émission.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

**N° 4 : Installations de combustion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2024, article 8.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prescriptions	
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'arrêté du 26/08/13 modifiant l'arrêté du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (Combustion) sont applicables sans restriction aux installations visées par le présent arrêté.	
<b>Constats :</b>  Suite à la publication de l'arrêté ministériel du 03/08/2018, c'est ce dernier arrêté ministériel qui est applicable aux installations de combustion et qui remplace ceux cités dans la prescription ci-dessus.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

**N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/03/2024, article 9.2.1							
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques							
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les mesures portent sur les rejets suivants : pour les 2 chaudières principales d'alimentation en vapeur							
<table border="1"><thead><tr><th>Paramètre</th><th>Fréquence de mesure</th></tr></thead><tbody><tr><td>O<sub>2</sub></td><td rowspan="4">Mesure tous les 2 ans</td></tr><tr><td>CO</td></tr><tr><td>Poussières</td></tr><tr><td>NO<sub>x</sub></td></tr></tbody></table>	Paramètre	Fréquence de mesure	O <sub>2</sub>	Mesure tous les 2 ans	CO	Poussières	NO <sub>x</sub>
Paramètre	Fréquence de mesure						
O <sub>2</sub>	Mesure tous les 2 ans						
CO							
Poussières							
NO <sub>x</sub>							
<b>Constats :</b>  La dernière mesure a été réalisée le 08/09/2025.							
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite							

**N° 6 : Identification et connaissance des équipements**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Identification des équipements concernés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 depuis le 25 octobre 2018).  Annexe 1 : Point 3.2 : Etiquetage des équipements contenant des fluides. Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.  Point 3.3 : Etat des stocks de fluides : L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
<b>Constats :</b>

L'exploitant dispose d'un inventaire des équipements.
Le site dispose de 3 groupes froid avec contrôle d'étanchéité semestriel et 14 avec contrôle annuel (une centrale au R134a et les autres au R410a).
<b><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></b>
Il est souhaitable de rajouter dans l'inventaire le tonnage en équivalent CO <sub>2</sub> de chaque équipement.
<b><i>Type de suites proposées :</i></b> Sans suite

#### N° 7 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<b><i>Référence réglementaire :</i></b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b><i>Thème(s) :</i></b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b><i>Prescription contrôlée :</i></b>  L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b><i>Constats :</i></b>  La liste des ESP a été transmise le 26/11/2025.  La liste transmise semble exhaustive, des bouteilles d'azote (pour extinction incendie) ont été observées sur le site, toutefois, il s'agit de récipients à pression transportable (RPT) qui à ce titre n'ont pas à figurer sur la liste ; de même la canalisation d'arrivée de gaz n'est pas soumise, car la pression est seulement de 300 mbar (soit < à 0,5 bar).
<b><i>Type de suites proposées :</i></b> Sans suite

#### N° 8 : Confinement – Carnet d'entretien des équipements

<b><i>Référence réglementaire :</i></b> Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
<b><i>Thème(s) :</i></b> Actions nationales 2025, Prévention des fuites
<b><i>Prescription contrôlée :</i></b>  Article R. 543-82 du code de l'environnement : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> au sens du règlement (UE) n°

<p>517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Quelques fiches d'intervention ont été consultées lors de l'inspection (RAS).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Confinement des fuites

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 3.2 et 3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des fuites</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Règlement (UE) 2024/573 :</p> <p>Article 4 :</p> <p>[...]</p> <p>3. Les exploitants et les fabricants d'équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés ou les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, prennent toutes les précautions nécessaires pour éviter le rejet accidentel de ces gaz. Ils prennent toutes les mesures techniquement et économiquement réalisables afin de réduire au minimum les fuites des gaz.</p> <p>[...]</p> <p>5. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié.</p> <p>Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci. Pour les équipements mobiles énumérés à l'article 5, paragraphe 3, points a), b) et c), un contrôle d'étanchéité peut être effectué directement après une réparation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant effectue un suivi des fiches d'intervention, ce qui permet de faire un bilan des fuites. Les fuites de fluides frigorigènes étaient d'environ 25 kg en 2024, à la date de l'inspection pour 2025 les fuites étaient de 8,81 kg.</p> <p>La fiche d'intervention avec perte de fluide frigorigène indique que la fuite a été réparée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



## N° 10 : Contrôle périodique des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Fréquence des contrôles périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Règlement (UE) 2024/573 : Article 5 :  1. Les exploitants et les fabricants d'équipements qui contiennent 5 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 1 kilogramme ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II, qui ne sont pas contenus dans des mousses, veillent à ce que ces équipements fassent l'objet de contrôles d'étanchéité. [....]  6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante : a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois; b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois; c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.
<b>Constats :</b>  Le site dispose de 3 centrales contenant entre 50 et 500 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés, sans système de détection de fuite, nécessitant ainsi des contrôles d'étanchéité tous les 6 mois et de 14 autres équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO <sub>2</sub> de gaz à effet de serre fluorés, sans système de détection de fuite, ayant une fréquence de contrôle d'étanchéité de 12 mois.  La fréquence des contrôles d'étanchéité est respectée par l'exploitant, qui dispose d'un tableau de suivi.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Marque de contrôle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Marque de contrôle à apposer
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté ministériel du 29 février 2016 - Article 6 :  Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.
<b>Constats :</b>  Les macarons ne sont pas présents sur l'ensemble des équipements. En particulier, pour la centrale d'eau glacée n°3 (N° fabrication : 146375/01), le macaron visible sur l'équipement porte la date de février 2025. Les centrales d'eau glacée n°1 et 4 comportent un macaron avec la date de février 2026 (le 6 au stylo transformant le 5 imprimé).  Par ailleurs, le numéro de capacité figurant sur les macarons (2774037 : SPIE FACILITIES dans l'Ain) est différent de celui présent sur les fiches d'intervention (1818282 : SPIE FACILITIES en Isère). Le changement apparaît sur les fiches à partir de décembre 2024.  L'exploitant a changé de prestataire, le numéro de capacité sera donc différent à partir du prochain contrôle d'étanchéité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <i>S'assurer que le n° de capacité soit identique sur la fiche d'intervention et sur le macaron. Et s'assurer que tous les macarons soient mis en place, avec la bonne échéance.</i>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 12 : Attestations des opérateurs

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Intervention sur le circuit des fluides frigorigènes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article R. 543-78 du code de l'environnement : Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.  L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.  Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.  Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.  Article R. 543-79 du code de l'environnement : Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.
<b>Constats :</b>  Si le numéro de l'attestation de capacité est différent entre les macarons et les fiches d'intervention, les deux sont valables et correspondent à des établissements de SPIE FACILITIES (un dans l'Ain et l'autre en Isère).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 13 : Restrictions d'utilisation de fluides frigorigènes

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Interdiction de certains fluides frigorigènes en réfrigération
<b>Prescription contrôlée :</b>  Règlement 2024/573 : Article 13 - Restrictions d'utilisation ; [....] 3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite. Les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à - 50 °C. Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes : a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7; b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.  Règlement (UE) 2024/590 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.  Article 4 : Interdictions relatives aux substances appauvrissant la couche d'ozone :  1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.
<b>Constats :</b>  Les équipements du site utilisent essentiellement le R410a (PRP : 2088) et le R134a (PRP : 1430) qui ont un PRP inférieur à 2500, ils peuvent donc encore être rechargés.  En revanche, il reste quelques petits équipements contenant du R22, qui devront être remplacés en cas de panne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Déclaration des émissions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déclaration de rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets - Article 4 :  I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.
<b>Constats :</b>  Les fuites sont déclarées sous GEREP, même si le seuil n'est pas dépassé. Les déclarations pour 2023 et 2024 indiquent une perte d'environ 25 kg de HFC chacune.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Visite de terrain – marquage + état de l'équipement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cohérence des marquages / Etat de l'équipement (supportage et revêtement)
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué. Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.
<b>Constats :</b>  Le marquage des équipements a été vérifié pour les 2 chaudières et le réservoir d'air (EP2-004) présent dans le local chaufferie (un léger décalage apparaît pour les dates de la dernière requalification périodique, entre le fichier de suivi [dates antérieures] et le marquage sur les équipements).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite